



ASSEMBLÉE
NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Jean-Marc AYRAULT

Député-Maire de Nantes
Président du groupe socialiste,
radical, citoyen et divers gauche

A tous les membres du Groupe SRC

Paris, le 19 septembre 2008

Cher (e) Camarade,

Dans le cadre de la préparation du débat de lundi prochain sur l'Afghanistan, j'ai pensé utile de te faire parvenir les notes de Lionel Jospin lors de son passage à France Inter ce matin.

La distinction claire qu'il opère entre les trois périodes successives de la présence française en Afghanistan marque la discontinuité des situations et des décisions prises entre 2001 et 2008.

Amitiés socialistes.

Jean-Marc Ayrault

ÉLÉMENTS SUR L'AFGHANISTAN

(pour France-Inter,
le vendredi 19 septembre 2008)

- Sujet **grave** et aggravé par **la mort** et les blessures de nos soldats. Il faut l'aborder avec :
 - Esprit de responsabilité,
 - Sens de l'Etat
 - Honnêteté intellectuelle (sans esprit partisan). Pas d'esprit polémique (des deux côtés).

- Pourquoi **j'ai tenu à m'exprimer** ?

Parce que les autorités de l'Etat (Président de la République, Premier Ministre, Ministre de la Défense) ont évoqué (et même invoqué) le fait que la France est intervenue en Afghanistan en novembre 2001 par une décision conjointe du Président de la République et de mon gouvernement :

 - Pour en faire un **argument** à l'appui de ses décisions actuelles d'envoi de troupes supplémentaires,
 - **Comme si les situations et les décisions de 2001 et de 2008 étaient comparables,**
 - Or il n'y a pas de continuité mais au contraire une **rupture** entre 2001 et 2008. Il faut bien distinguer 3 périodes :

=> **1^{ère} période** : 2001/2002 : période **Chirac / Jospin**

- **Un contexte précis : le droit des Etats-Unis à la légitime défense.**

- Les attentats du 11 septembre à Washington et New York perpétrés par Al Qaïda
- Le droit de légitime défense reconnu aux Etats-Unis par les Nations-Unies
- L'affirmation de notre solidarité avec ce pays allié et ami
- Al Qaïda est un sanctuaire protégé par le régime des Talibans

- **Une mission claire :**

Démanteler les bases d'Al Qaïda, renverser le régime des Talibans, instaurer un nouveau gouvernement représentatif à Kaboul

- **Des moyens militaires français limités :**

- En novembre 2001, quelques avions sont déployés en appui à DOUCHAMBÉ au TADJIKISTAN et, à partir de notre porte-avion (pour des frappes sélectives)
- En décembre 2001, des soldats participent à la Force Internationale d'Assistance et de sécurité (la FIAS) déployée avec l'autorisation des Nations-Unies, essentiellement pour instaurer à Kaboul un environnement de sécurité pour les nouvelles autorités afghanes et afin de contribuer à la formation de l'armée et de la police afghane.
- Je précise au Parlement que **la lutte contre le terrorisme** relève d'une action globale et non d'abord de moyens militaires. Cette politique fait **consensus**.

=> **2^{ème} période, à partir de 2003**. Période Chirac seul (la gauche n'est plus au pouvoir)

- **Le contexte change en 2003**

- **Les Etats-Unis interviennent en Irak**, sans notre approbation et l'Afghanistan passe pour eux au second plan,
- La FIAS est placée sous commandement OTAN et les Etats-Unis continuent à mener librement leurs propres opérations,
- Les engagements d'aide civile n'ont été qu'à moitié tenus, notamment par les Etats-Unis,
- Les zones pachtounes du Pakistan deviennent des bases arrière pour les Talibans,
- Le nouveau gouvernement afghan ne parvient pas à asseoir son autorité. La corruption sévit,

- **La mission des forces de la coalition devient plus large et plus floue :**

- Aider le gouvernement à asseoir son autorité,
- Former l'armée nationale afghane,
- Sécuriser le territoire afghan.

- **Notre présence militaire s'accroît,**

- Jacques Chirac accepte la mise sous commandement de l'OTAN en 2003,

- Il accepte dans les années 2005/2006, l'envoi de troupes sur le terrain, notamment des Forces spéciales, même si ensuite il les retire (ce qui prouve qu'il est possible de retirer des troupes).

=> **Nous sommes dans une 3^{ème} période** (la responsabilité est celle de Sarkozy)

- **Le contexte est devenu plus sombre :**

- Le gouvernement afghan ne s'affirme pas,
- La corruption domine,
- Les seigneurs de la guerre s'imposent,
- La culture du pavot (sans alternative économique pour les paysans) et le trafic de l'opium se déploient,
- L'aide est mal répartie,
- Le Pakistan n'est pas mis devant ses responsabilités
- Les Talibans qui, à la fin 2001, étaient peu présents sur le territoire afghan ou se terraient au Pakistan sont en 2008 présents dans un gros tiers sud-ouest du pays, portent des coups très rudes et se rapprochent de Kaboul. L'échec de la coalition est patent.

- **Le sens de la mission des forces de la coalition s'est perdu.**

- Il y a un échec de l'interventionnisme militaire américain dans la région et de la stratégie de « guerre au terrorisme » du Président Bush,
- On est passé d'une action de légitime défense, puis **d'une opération de sécurité clairement circonscrite à une mission de pacification géographiquement étendue** et sans terme politique clair, avec une sérieuse menace d'enlèvement.

- **L'engagement encore plus important de nos forces (décidé par le Président en Avril) n'est donc pas opportun :**

- Positionnement d'avions (3 Rafales, 3 Mirage 2000) sur la base de Kandahar,
- Le renforcement numérique du contingent français,
- L'extension de la zone d'intervention des soldats français,

- **L'erreur de Nicolas Sarkozy** est d'avoir décidé un renforcement avant de demander une redéfinition.

Ma position aujourd'hui :

- Je ne peux approuver en septembre des décisions que je désapprouvais en Avril. **Je ne recommanderais pas aux socialistes de ratifier par un vote positif un engagement accru qu'ils n'approuvent pas.**
- La question du retrait, en particulier d'un retrait immédiat est une autre question. Mais un retrait à terme est nécessaire.
- En réalité, il faut revoir globalement la politique conduite en Afghanistan et aussi, plus largement, au Proche-Orient.
- **L'année 2009** peut en être l'occasion :
 - Les élections aux Etats-Unis,
 - Les élections en Afghanistan,
 - Il faut avoir en tête **quelques idées claires** :
 - La **lutte contre le terrorisme** n'est pas d'abord militaire et locale. Elle doit être **globale et multiforme**. Ex. l'intervention US en Irak n'a pas tari mais amplifié le terrorisme,
 - Dire qu'**on défend en Afghanistan la liberté chez nous** est une affirmation simpliste,
 - Nous ne sommes **plus au XIX^e siècle** : les puissances occidentales **ne peuvent occuper durablement des pays du Moyen-Orient**. Elles ne seront pas acceptées par les populations. Il faut donc agir différemment, trouver des appuis.
 - Les Afghans n'ont jamais accepté longtemps une **présence étrangère** (se souvenir de l'expérience cuisante des Soviétiques).
 - Ne pas suivre aveuglément la militarisation de la politique étrangère américaine.
 - Si on veut faire **évoluer positivement** la situation en Afghanistan (qui aujourd'hui s'aggrave), **il faut** :
 - Redéfinir les missions (et les moyens) militaires,
 - Veiller à épargner au maximum les populations civiles,
 - Rééquilibrer l'aide civile et le militaire,
 - Aider plus activement les autorités afghanes à prendre les commandes du pays,
 - Accroître notre niveau d'exigence à leur égard sur quelques questions (corruption, drogue),

- Essayer de contribuer à un certain consensus national entre Afghans,
- Mettre le Pakistan devant ses responsabilités,
- Provoquer une discussion entre les acteurs régionaux.

Lionel JOSPIN